

Venezuela : Intervention de la Chancelière de la République Bolivarienne du Venezuela, Delcy Rodriguez au Conseil Permanent de l'OEA, 28 mars 2017

traduction Françoise Lopez pour Bolivar Infos

Merci pour les paroles du Président de ce Conseil. Je dois préciser que le Venezuela a demandé avec succès un Conseil Permanent aujourd'hui. Justement pour éclaircir et dénoncer les graves actions d'ingérence que, à partir de cette Organisation, commettent aussi bien son Secrétaire Général qu'une faction minoritaire de quelques pays de notre Région.

Nous nous trouvons dans le Salon Simón Bolívar et nous honorons en eux l'antériorité historique du concept de Projet Bolivarien. Je l'avais dit l'année dernière dans ce même salon, il y a 2 modèles opposés, il y a 2 modèles antagoniques au sein de l'Organisation : le Projet Bolivarien, basé sur l'union de la Grande Patrie, lui-même basé, justement sur la défense et l'approfondissement de l'indépendance et de la souveraineté de nos pays et un projet expansionniste territorialement, culturellement, militairement et médiatiquement basé sur la puissance hégémonique du nord.

Je m'exprime au nom du Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro Moros et du peuple vénézuélien, alertés par les graves actions qui sont commises contre notre pays depuis l'Organisation des Etats Américains.

Nous voyons avec inquiétude et alarme comment depuis son arrivée, le Secrétaire Général Luis Almagro a consacré sa gestion à agresser de façon obsessionnelle le Venezuela et son peuple. Son action illicite, unilatérale, arbitraire, déviante et biaisée a motivé l'approbation, lors de la 46^e Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains du 13 juin 2016, qui s'est déroulée en République Dominicaine, d'une Résolution née de la profonde inquiétude des chanceliers de la Région à cause de l'action déviante de monsieur Almagro. C'est pourquoi ils ont décidé de continuer à contrôler, au Conseil Permanent, la façon dont le Secrétaire Général respecte les institutions et les règles de l'OEA.

Nous devons faire l'histoire, les peuples du monde doivent savoir comment cet obscur personnage est arrivé au Secrétariat Général de l'Organisation des Etats Américains. Le Président Nicolás Maduro avait déjà prévenu le Président ami José Pepe Mujica des dérives politiques de son Chancelier Luis Almagro au service des agents de l'Empire. Nous savions qu'il agissait en tant qu'agent des intérêts états-uniens. C'est grâce à l'intervention du Président Mujica qui a donné des garanties complètes au Président Maduro que jamais, écoutez bien, jamais, Almagro n'attaquerait le Venezuela qu'on a décidé de le soutenir et que son élection a été garantie. Ca a été la chronique d'une trahison annoncée.

Luis Almagro a pris ses fonctions le 26 mai 2015. A peine 15 jours plus tard, il a commencé ses attaques et ses agressions contre le Venezuela. Il était arrivé avec un mandat très clair dans cette Organisation: d'abord en finir avec la Révolution Bolivarienne, ensuite, remplacer le gouvernement du Président Maduro et donner un support international aux violences de l'extrême droite vénézuélienne violente en sapant la souveraineté et l'état de droit par la déstabilisation du pays. Et avec la disparition physique de notre cher et bien-aimé Commandant Président Hugo Chávez, le dirigeant de la Révolution Bolivarienne, il avait renforcé le plan pour assiéger le Venezuela.

Des actions destinées à fomenter un blocus financier contre notre pays ont débuté. On a

organisé en cartels les faibles forces de production privées du Venezuela pour boycotter la commercialisation et la distribution des aliments et des médicaments. On a renforcé la contrebande d'extraction de biens essentiels pour la population vers la Colombie et on a manipulé avec une référence fictive et virtuelle la valeur de la monnaie vénézuélienne par rapport à la devise états-unienne sur la frontière avec la Colombie.

Cette agression économique multiforme contre le Venezuela a été accompagnée par les pouvoirs factuels internationaux, financiers et médiatiques, encouragés par un plan organisé et soutenu par Washington.

Almagro n'agit pas seul ni par lui-même, il est dirigé par les mandats qu'on lui dicte depuis cette ville et il agit, de plus, en collusion avec une petite faction d'un groupe de pays au sein de l'OEA. Un but les lie à partir de positions différentes: créer l'ambiance dans la communauté internationale pour que quelque chose de grave qui justifie l'intervention dans toutes ses dimensions se produise au Venezuela.

Les règles générales de fonctionnement du Secrétariat Général établissent que celui qui occupe cette charge doit la remplir avec intégrité, indépendance et impartialité. Ce sont exactement les qualités que monsieur Almagro ne possède pas. Il manque d'indépendance quand il se met volontairement au service du pays le plus puissant de cette Organisation et qu'il agit comme son agent bureaucrate, son opérateur de propagande, son assistant politique et son extorqueur local. Il manque d'intégrité quand il passe par-dessus les règles de l'Organisation. Il viole le droit international, utilise au besoin une information fausse. Il contredit ouvertement les décisions des Etats Membres et menace ceux qui ne le suivent pas dans son ordre du jour de destruction du Venezuela. Il manque aussi d'impartialité quand il organise sans aucun scrupule une campagne avec les ressources de cette Organisation comme on n'en a pas vu depuis longtemps pour déstabiliser le Venezuela tout en fermant les yeux sur les énormes violations commises par le pays qui lui paie son salaire. Monsieur Almagro fait déjà partie d'une lignée honteuse de Secrétaires Généraux comme Carlos Dávila qui, en 1954, a soutenu l'invasion du Guatemala de Jacobo Arbenz, ou José Antonio Mora, qui, en 1965, a approuvé l'invasion de la République Dominicaine.

Je ne me trompe pas quand j'affirme que Monsieur Almagro est un menteur, un malhonnête, un malfaisant et un mercenaire. Un traître envers tout ce que représente la dignité d'un diplomate latino-américain.

Je veux amener une présentation dans laquelle la campagne contre le Venezuela de celui qui occupe aujourd'hui le poste de Secrétaire Général est dévoilée.

Depuis son élection en tant que Secrétaire Général en mai 2015, le compte twitter de Monsieur Almagro a consacré pratiquement 21% de ses twitts – écoutez bien – je répète: 21% des twitts consacrés au Venezuela et le reste à l'ordre du jour de l'hémisphère.

Du 14 au 24 mars de cette année, malgré les terribles pluies qui s'abattaient sur le peuple frère du Pérou, après la présentation de son infâme et mensonger rapport sur le Venezuela, le Secrétaire Almagro a consacré 73% de ses twitts à la campagne contre le Venezuela. Le reste de l'ordre du jour de l'hémisphère: 14 twitts.

Il y a là des exemples des twitts les plus honteux de cet individu. Il appelle "dictateur de canniveau" le chef de l'Etat du Venezuela, voleur, en plus du fait que cette organisation est devenue une Organisation inter-gouvernementale dans laquelle le Secrétaire Général travaille avec les agents les plus extrémistes du Congrès états-unien.

Ce sont des twitts offensifs, des twitts avec des individus qui attaquent et agressent directement le peuple du Venezuela. Une lettre du 18 mai où il dépasse vraiment tout par sa vulgarité et sa grossièreté envers le Chef de l'Etat, le Président Nicolás Maduro.

Inacceptable, il y a à sa participation, les 12 et 13 mai 2016, à un forum dans lequel l'ex président Uribe, l'ex président de la Colombie, appelle à occuper le territoire vénézuélien avec une armée étrangère. Vraiment très grave, cette sorte d'action.

En outre, le Secrétaire a eu, seulement entre 2016 et 2017, 26 réunions avec l'opposition vénézuélienne que nous pourrions comptabiliser et sur lesquelles 57% ont été des réunions avec des militants de Volonté Populaire, une faction de l'extrême droite extrémiste et violente dans notre pays.

Ses voyages sont également énumérés dans cette présentation. Monsieur Almagro le 4 septembre 2015 s'est rendu en Colombie. Le 14 janvier, il s'est rendu en Italie. Le 8 mars, au Chili. Le 11 avril, aux Etats-Unis, à Miami. Le 13 mai, à Miami. Du 13 au 15, en République Dominicaine. Du 12 au 15 juillet, au Paraguay. Le 1^{er} septembre 2016, en Géorgie, Etats-Unis. Les 20 et 21 septembre 2016, à New York, Etats-Unis. Le 5 octobre 2016, au Paraguay. Le 6 octobre 2016, au Brésil, le 21 octobre, à Miami, Etats-Unis. Du 14 au 16 septembre... décembre 2016, à Ottawa, Canada. Le 24 janvier 2017, en Belgique, à Bruxelles. Le 26...25 janvier 2017, en Espagne. Et lors de toutes ces visites, et de tous ces voyages, monsieur Almagro a fait des déclarations contre le Gouvernement du Venezuela.

Je veux évoquer les règles qui sont directement violées par cette action déviante, illicite, arbitraire, biaisée de monsieur Almagro.

Article 1 de la Charte de l'OEA. Je veux le souligner, l'Organisation des Etats Américains n'a pas d'autres facultés que celles que lui confère expressément cette Charte. Aucune de ces dispositions ne l'autorise à intervenir dans les affaires qui concernent la juridiction intérieure des Etats Membres.

L'article 107 aussi, l'article 118, je veux le souligner, dans l'exercice de leurs devoirs, monsieur Almagro et le personnel du Secrétariat "ne demanderont pas et ne recevront pas d'instructions d'un Gouvernement ou d'une autorité étrangère à l'Organisation." Le contraire est arrivé dans chacun de ses voyages, le contraire est arrivé quand il a des réunions avec des congressistes des factions les plus extrémistes du Congrès des Etats-Unis où on lui dit ce qu'il doit faire contre le Venezuela. "Et ils s'abstiendront d'agir d'aucune façon qui soit incompatible avec leur condition de fonctionnaires internationaux uniquement responsables devant l'Organisation." Le principe de responsabilité de ce fonctionnaire, une responsabilité internationale dans l'exercice de ses fonctions, en découle.

Mais en plus, dans les règles générales de fonctionnement du Secrétariat Général où se trouve le mandat que nous donnent les Chanceliers à l'Assemblée Générale de l'OEA qui a eu lieu en République Dominicaine, on nous demande aussi de vérifier le respect de ces règles.

Article 29. Indépendance dans l'accomplissement de leurs devoirs. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres du personnel ne demanderont ni ne recevront d'instructions d'un Gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation.

Article 137. Le Secrétaire Général et son adjoint s'abstiendront de toute activité qu'elle soit ou non interdite par ces règles qui soit ou donne l'impression d'être une perte d'indépendance ou une absence d'impartialité dans leurs actions respectives. Le Venezuela a démontré clairement comment ces règles sont violées constamment et systématiquement par monsieur Almagro.

Adoption de décisions administratives sans observer les procédures administratives. Préjudice envers le prestige et l'intégrité du Secrétariat Général. Le Secrétariat Général de

cette Organisation est très discrédité.

Vraiment, ce qui se passe là est inquiétant.

En mars 2015, l'OEA s'est trouvée face à la grave menace de l'utilisation de la force par un Pays Membre de cette Organisation mais qui, en plus, est la plus puissante, la force militaire la plus puissante du monde considérant, comme vous le savez bien, à travers l'ordre exécutif signé par l'ex Président Barack Obama, considérant le Venezuela comme une menace pour la sécurité et la politique étrangère des Etats-Unis.

Ensuite, en octobre de cette même année, le Chef du Commando Sud des Etats-Unis a déclaré l'intention de son pays d'envahir militairement le Venezuela dans l'éventualité d'une crise humanitaire qui le justifierait.

2 forces au sein de l'OEA ont travaillé dans cette direction.

En reprenant le dossier des interventions qui ont marqué leur pernicieuse action dans l'histoire de l'Hémisphère, d'un côté son Secrétaire Général travaillait ardemment pour la déclaration de crise humanitaire au Venezuela, de manque de démocratie et de violation des droits de l'homme. De l'autre, un petit groupe de pays opposants politiques et idéologiques au modèle de la Révolution Bolivarienne a déployé une sorte de diplomatie douce organisée avec l'extrémisme obsessionnel d' Almagro mais liés indissolublement à leur intention de causer des dommages à l'image internationale du Venezuela, d'affecter les relations avec les autres pays de la Région, de coller au Venezuela l'étiquette de "pays à problèmes" dont s'occuper de façon urgente.

L'OEA a été créée à cause d'une vulgaire histoire d'intervention dans notre Hémisphère en faveur du pays du Nord qui a l'hégémonie. Un instrument diplomatique à travers lequel les Etats-Unis, en agissant avec leur machinerie militaire, commerciale, culturelle et financière, ont imposé non seulement leur modèle d'exploitation mais ont aussi soumis des peuples entiers à la plus infâme violation des droits de l'homme.

L'OEA est née avec ces 2 modèles en contradiction et en lutte: le modèle de Monroe, d'expansion territoriale et de domination de l'Empire contre le Projet Bolivarien profondément indépendantiste et souverain.

En 1962, une situation identique à celle qui se produit aujourd'hui a été vécue dans la Région: un conclave immoral décida l'exclusion de Cuba à cause de la nature de son idéologie. On a criminalisé Cuba et on l'a assiégée économiquement en la soumettant à un blocus qui dure déjà depuis plus de 50 ans. Les erreurs historiques commises par ce conclave immoral, comme l'a appelé justement le Commandant Immortel Fidel Castro Ruz, ont coûté au peuple cubain des souffrances, des pénuries et des angoisses qui ont provoqué le contraire de ce que cherchait le Ministère des Colonies de l'époque, une histoire de résistance et de dignité comme jamais auparavant on ne l'avait vu chez aucun peuple de notre Continent.

Notre hommage éternel au peuple de Cuba pour sa résistance, pour sa dignité, pour sa vaillance, pour son courage face à ces prétentions qui cherchent aujourd'hui à se diriger comme des forces obscures vers le Venezuela.

Le silence complice de l'OEA a avalisé presque 50 coups d'Etat dans la Région depuis sa fondation en 1948, née souillée par le sang du dirigeant Jorge Eliécer Gaitán. Les coups d'Etat les plus connus sont ceux organisés par la CIA contre le Gouvernement constitutionnel de Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954, le cruel et sanglant coup d'Etat de Strossner au Paraguay, le coup d'Etat contre le Président Joao Goulart en 1964 au Brésil. En 1973, dans la plus ancienne démocratie de notre Continent à cette époque, Augusto Pinochet renversa dans le sang notre bien-aimé Président Salvador Allende. L'OEA n'a pas non plus condamné ouvertement le coup d'Etat contre le Commandant

Chávez en 2002. En 2011, face au coup d'Etat parlementaire contre Fernando Lugo... Ce cycle d'opprobre et d'humiliation s'achève aussi en 2016 avec l'un des chapitres les plus honteux de notre histoire, le coup d'Etat parlementaire contre la Présidente Dilma Rousseff. L'OEA a ouvertement avalisé en 1954 l'invasion du Guatemala, en 61 l'invasion manquée de Cuba, en 65, elle a soutenu l'invasion de la République Dominicaine, en 1983, elle a soutenu l'invasion de La Grenade. Toutes réalisées par les Etats-Unis avec l'assentiment ou le silence complice de l'OEA. Cette Organisation a fermé les yeux sur la répression de Gouvernements néolibéraux contre les mouvements populaires, progressistes et de gauche comme l'assassinat de milliers de dirigeants paysans et populaires et d'activistes des droits de l'homme.

Particulièrement sur le Venezuela, pour votre information, Secrétaire, sous la IV^e République aux dirigeants de laquelle vous apportez aujourd'hui un soutien international, on a comptabilisé plus de 10 000 victimes sur lesquelles 459 par disparition forcée et 1 425 assassinées pour des raisons politiques parmi lesquelles on compte le cas honteux de mon père Jorge Rodríguez.

La Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme ne fait aucunement référence à ces crimes.

L'OEA, alors, est devenue une Organisation atteinte de dysfonctionnement qui rompt avec l'état de droit international et sape les modèles démocratiques non alignés sur les intérêts et les prétentions du pays dominant.

Il est devenu impossible de transformer la nature ingérentiste de cette Organisation attachée pour son financement non seulement aux Etats-Unis qui apportent 60% de son budget total mais aussi à l'Europe qui apporte 30% du budget de fonds spécifiques. Par cette voie et d'autres voies immorales, ils prétendent soumettre les Etats Membres au chantage et menacent les Gouvernements de la Région à partir des centres de l'Empire.

Le Projet Bolivarien atavique dans les racines indépendantistes qui l'ont fait naître se dresse comme une véritable menace pour cette Organisation. Aujourd'hui on ne veut pas châtier ou sanctionner le Venezuela, on veut la disparition de ce modèle qui encourage la défense de la souveraineté, la démocratie exercée directement par le peuple, l'indépendance et l'autodétermination des peuples, la justice sociale inclusive et la solidarité internationale en tant que relation entre les états.

Nous menaçons le système de privatisation de l'éducation et de la santé parce qu'aujourd'hui, avec 30 millions d'habitants, nous sommes le cinquième pays du monde pour le nombre d'inscriptions à l'école et que notre système de santé couvre plus de 82% de notre population. Sur 50% du territoire national, cette couverture atteint déjà 100%.

Nous menaçons les monopoles mondiaux de l'alimentation parce que, livrant une bataille économique inégale, nous avons créé un programme populaire pour soutenir notre peuple dans son alimentation et déjà aujourd'hui, un an à peine après la création de ce nouveau modèle de distribution et de production des aliments, il atteint 6 millions de familles.

Nous menaçons la privatisation de la culture parce que nous avons couvert le Venezuela de musique et de poésie. Déjà 800 000 enfants et jeunes de notre Patrie grossissent le système d'orchestres symphoniques le plus grand et le plus réussi au monde.

Nous sommes un danger pour les gouvernants de l'oligarchie parce qu'en 17 ans, nous sommes passés de 300 000 personnes qui touchent une pension de retraite à 3 millions, atteignant en 2017, dans le développement de la Révolution Bolivarienne, 95% de la population ayant droit à une pension, payant la dette historique de 40 ans d'abandon de la sécurité sociale.

Nous menaçons l'atroce capitalisme parce que nous démocratisons et transférons la

richesse au peuple et nous consacrons 64% de nos revenus à l'investissement social.

En affrontant la plus brutale conspiration contre notre économie, aujourd'hui, le programme des Nations Unies, dans le rapport publié il y a seulement quelques jours, le 24 mars de cette année, nous situe parmi les pays du monde qui ont un haut niveau de développement. Au-dessus de presque toutes les nations de ce Continent. Cela signifie, pour qu'on comprenne, dans ce forum, que 7 des 14 pays signataires de l'infâme communiqué du 23 mars qui menace de sanctions le Venezuela possèdent un indice de développement humain inférieur à celui du pays qu'ils prétendent sanctionner. Alors que le Venezuela occupe la 61^e place, voyons les 7 pays qui font partie des 14 qui ont signé le communiqué. Le Mexique est à la 67^e place, le Brésil à la 69^e, le Pérou à la 80^e, la Colombie à la 95^e, le Paraguay à la 110^e, le Guatemala à la 125^e, le Honduras à la 130^e. Demandons-nous: quand signera-t-on un communiqué pour s'auto-sanctionner parce que son niveau de développement est inférieur à celui du Venezuela?

Le Venezuela aujourd'hui est le centre de la politique domestique et internationale des Etats-Unis. D'un côté, il est devenu un élément de transaction entre l'administration et les agents extrémistes du Congrès états-unien financés par l'extrême droite et l'oligarchie vénézuélienne. De l'autre, il a été pris comme objet à négocier entre la nouvelle administration et les Gouvernements de droite de la région pour diminuer les craintes de ce front envers une nouvelle classe gouvernante.

Notre modèle social d'intégration entre égaux et de commerce juste est un facteur de stabilité et de paix sur ce Continent. Nous, nous voulons bien souligner cela, les dangers que contient la poursuite de ce plan interventionniste et de déstabilisation au Venezuela. On n'en a pas conscience, c'est ce qu'annonçait le Commandant Chávez quand il disait que nous étions un facteur de stabilité et qu'il a conçu les nouveaux mécanismes pour l'unité latino-américaine et caribéenne, un équilibre pour avancer collectivement vers le bien-être et la justice sociale au milieu des terribles crises du capitalisme mondial et prédateur.

Juan Domingo Perón l'a dit, au XXI^e siècle, nous serons unis ou esclaves. Malgré 1 siècle de pillage et de domination de l'Empire, au XXI^e siècle, nous ne sommes pas esclaves, nous nous battons pour la libération, la souveraineté, le droit que nous avons de construire notre propre avenir et pour l'indépendance définitive de la Grande Patrie.

Face à ce modèle naissent comme un espoir à l'horizon pour l'intégration et l'union des peuples la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens, l'Union des Nations Sud-américaines, l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique, le Traité de Commerce des Peuples et Petrocaribe. Ce que l'OEA n'a pas pu construire dans un vrai dialogue entre les pays, dans la coopération et la solidarité internationales a été revendiqué par ces nouveaux mécanismes qui expriment l'esprit du Nouveau Monde voulu par le Libérateur Simón Bolívar.

Bolívar l'a imaginé, Martí l'a rêvé et Chávez l'a formé avec un petit groupe de dirigeants et de dirigeantes de tout notre Continent, dont le Commandant Fidel Castro. Cette vision se concrétise là dans la CELAC, dans l'ALBA, dans L'UNASUR, dans Petrocaribe et nous sommes sûrs que tôt ou tard, elle vaincra les factions putschistes au sein du MERCOSUR.

La CELAC nous a apporté, à nous, en tant que communauté de nations latino-américaines, la déclaration qui nous consacre comme territoire de paix. Le droit à la paix est un droit sacré des peuples. Aujourd'hui, Petrocaribe et l'ALBA ont des résultats extraordinaires en faveur du droit au développement et des peuples.

Je veux seulement mentionner les réussites extraordinaires et les plus importants de ces mécanismes. Depuis sa création le 29 juin 2005, Petrocaribe et le Produit Intérieur Brut pour la fourniture d'hydrocarbures est passé de 143 377 millions de dollars à 216 806

millions de dollars, ce qui implique une augmentation de 51,2%.

En 2016, 14 millions de barils ont été fournis pour un montant de 800 millions de dollars sur lesquels 300 millions ont été financés à long terme.

Après ces 11 ans de travail, la capacité de stockage des hydrocarbures dans la région a aussi augmenté à 652 000 barils et la capacité de transport maritime à 980 000 barils. On a un circuit de raffinage propre, caribéen, avec une capacité de 135 000 barils par jour distribués entre la Jamaïque, Cuba et la République Dominicaine. Nous avons atteint 354 000 millions de barils qui correspondent à une facture de 30 933 millions de dollars, presque la moitié font partie du financement à long terme.

Concernant la production d'électricité, on l'a augmentée à 447 megawatts distribués en Haïti, à San Cristóbal et Nieves, en Jamaïque et au Nicaragua. Des sources alternatives d'énergie ont aussi été financées avec un parc d'éoliennes au Nicaragua, un en Jamaïque et un générateur de basse puissance et des panneaux solaires.

C'est ce mécanisme de coopération qui a permis, en plus, une compensation commerciale en échange de produits pour 3,5 millions de tonnes de produits provenant du Nicaragua, de la République Dominicaine, de la Jamaïque qui ont compensé la facture avec des aliments, des médicaments et d'autres services.

Dans la gestion sociale, écoutez bien, quelque chose qui ne plaît pas beaucoup au modèle néolibéral et aux oligarchies de notre région: 757 projets se sont développés pour un investissement d'environ 75 000 millions de dollars, 60% destinés à des projets de production, de distribution, d'électricité et de viabilité.

Des réussites conjointes de Petrocaribe et de l'ALBA: dans la Mission Miracle jusqu'à présent, on a soigné 3 642 623 personnes avec des problèmes de vue. On a soigné aussi 1 285 087 personnes handicapées, accordé 1 705 aides techniques et fournitures et on a réalisé gratuitement 2 030 000 consultations médicales de personnes handicapées.

Dans le service de Cardiologie Infantile du Venezuela, on a fait 10 446 interventions pour des patients de la Région.

On a alphabétisé 3 815 092 personnes dans la Région et sur ces 3 815 092, 1 174 000 personnes ont achevé leur éducation de base.

Nous voulons également souligner que grâce à Cuba, Antigua et Barbuda, la Bolivie, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ont été déclarés territoires libres d'analphabétisme.

C'est la vision du Nouveau Monde de notre Libérateur qui a été reprise par les grands héros de notre Patrie, de la Grande Patrie, reprise par le Commandant Hugo Chávez, par le Commandant Fidel Castro. Ce modèle naît comme un espoir à l'horizon pour l'intégration et l'union des peuples.

Chères délégations, nous voulons rejeter dans toute son étendue la stratégie développée par monsieur Luis Almagro et les infâmes extravagances évidentes dans le rapport contre le Venezuela présenté le 23 juin 2016 et dans le rapport présenté il y a à peine quelques jours devant cette Organisation.

J'attire votre attention sur le bobard organisé alors par le Secrétaire en collusion avec un petit groupe de pays. A nouveau, une faction minoritaire au sein de l'OEA a trompé et manipulé les pays en disant que le Venezuela ne serait pas sanctionné et qu'on n'appliquerait pas la Charte Démocratique contre le pays mais qu'on écouterait la lecture du rapport par le Secrétaire Général. Le résultat a été conforme aux règles de l'Organisation. On a pris note non seulement de la lecture du rapport mais aussi des interventions solidaires envers le Venezuela, son Gouvernement et son peuple. Traduit de l'argo diplomatique, cela signifie qu'on s'est mis en veilleuse. Cependant, Almagro,

l'oligarchie vénézuélienne et la droite du continent ont vendu la fausse nouvelle qu'on avait appliqué la Charte Démocratique au Venezuela avec la participation des secteurs vénézuéliens extrémistes et violents contre le dialogue soutenu par le Président Maduro et soutenu par l'UNASUR, le Saint Père, les ex présidents Fernández, Torrijos et Zapatero. Un dialogue qui avait aussi le soutien de la majorité des pays de cette Organisation.

Almagro est devenu un militant contre le dialogue au Venezuela. Nous avons les preuves, on communiquait directement avec l'opposition vénézuélienne pour lui dire: "Ne dialoguez pas parce que la Charte Démocratique, nous l'avons appliquée." De cette façon, il contrevient à ses fonctions essentielles en tant que fonctionnaire international.

Je veux, à cette tribune, remercier les ex présidents Zapatero, Torrijos et Fernandez pour la lettre que j'ai reçue aujourd'hui en tant que Chancelière, qui réaffirme leur engagement envers le dialogue au Venezuela. Nous remercions aussi la plupart des pays de la région pour leur soutien honnête, sans camouflage, en faveur d'un dialogue fructueux dans notre pays.

A cause de ce précédent et de la campagne féroce qui se déchaîne contre le Venezuela, nous alertons la communauté internationale pour qu'elle ne se laisse pas tromper par le faux masque qui prétend qu'on ne veut pas agresser ou sanctionner le Venezuela, qu'on veut seulement discuter de la situation dans notre pays. Je me demande: quelle sorte de situation est celle qu'on a construite avec leurs agressions multiformes de l'économie vénézuélienne pour causer des pénuries et de la souffrance au peuple comme on l'a fait contre Cuba en 1962 et contre Salvador Allende en 1973 pour favoriser son renversement? Almagro et ce petit groupe de pays dirigé par les centres du pouvoir de l'Empire ont oublié les rapports positifs que des agences spécialisées des Nations Unies comme l'UNICEF, la FAO, le PNUD, entre autres ont présentés sur le Venezuela qui a approuvé récemment son examen périodique universel avec des marques de reconnaissance de son modèle des Droits de l'Homme malgré ce plan macabre contre le Venezuela, contre le peuple vénézuélien. Ils n'ont rien pu contre le Venezuela, ils ne pourront rien contre le Venezuela.

Le second rapport mis au point par Luis Almagro viole les règles les plus élémentaires de cette Organisation. Il ne s'agit pas d'une actualisation mais de la composition d'une stratégie complexe d'intervention avec des actions immédiates à moyen et à long terme. Bien qu'il réaffirme la suspension en tant qu'effet juridique que cela demande, ce n'est pas l'objet de la demande mais seulement une pause dans l'escalade de sa proposition qui contient un authentique et véritable plan d'intervention au Venezuela.

Nous alertons le monde sur le fait que cette intervention ne serait pas seulement destinée à renverser le Gouvernement constitutionnel du Président Nicolás Maduro mais aussi à développer un schéma d'intervention complexe, c'est à dire non seulement à implanter un autre Gouvernement pour satisfaire les désirs des secteurs d'opposition mais aussi à permettre que l'intervention développe toutes les missions qu'il contient. Cet ordre du jour – écoutez – diffère de la stratégie de l'année dernière parce qu'il ouvre toutes les possibilités d'intervention et à long terme puisqu'il s'agit de l'abandon du modèle des Droits de l'Homme à succès du Venezuela, par la mise en place d'un autre accord avec la stratégie et l'attaque néolibérale qui aujourd'hui est à la mode dans la région, qui prétend ramener à la pauvreté des millions de citoyens pour le bénéfice exclusif des oligarchies qui font de notre Région l'une des plus inégalitaires de la Planète. Dans ce contexte, le Venezuela et l'Uruguay, le pays d'origine du Secrétaire Général, partagent la première place dans la Région en tant que pays les moins inégalitaires de notre Continent.

A cette stratégie s'ajoutent les actions du Groupe de 14 pays qui ont signé un ignominieux communiqué de teneur hautement ingérentiste et qui soutient l'infâme rapport d'Almagro ainsi que la falacieuse convocation d'un Conseil Permanent pour aborder la situation au Venezuela, demain, sans le consentement du pays concerné.

Nous appelons instamment tous les états à se démarquer de ce plan interventionniste et de déstabilisation dirigé contre notre Patrie depuis le pays dominant du Nord.

Avec cette fallacieuse convocation, les règles fondamentales de la Charte de l'Organisation des Etats Américains et les règles essentielles de procédure pour convoquer des réunions de cette teneur ont été violées.

C'est une organisation à la dérive et sans boussole institutionnelle, l'effondrement absolu de ses règles vient d'un passé néfaste et construit un avenir d'échec.

Il y a à peine quelques heures, le Tribunal Suprême de Justice de la République Bolivarienne du Venezuela a émis un accord dans lequel il appelle instamment le Gouvernement national à demander la destitution de Luis Almagro lors d'une Assemblée Générale conformément à l'article 116 de la Charte de l'OEA. Il exige également que le Secrétaire Général respecte le dialogue qui se déroule en République Bolivarienne du Venezuela.

En accord avec cela, le Venezuela annonce qu'il encouragera chaque Conseil Permanent pour 1°: continuer à évaluer l'action du Secrétaire Général conformément à la Résolution approuvée à l'Assemblée Générale de l'OEA qui a eu lieu en juin 2016 en République Dominicaine et qui aborde même l'utilisation illégale des ressources de l'Organisation et de ses installations à des fins parsonnelles et partisanses.

2°: La situation des migrants aux Etats-Unis et le Mur.

3°: La solidarité et le soutien envers le peuple du Pérou pour les pluies terribles qui ont affecté cette population soeur.

4°: Le changement climatique qui affecte les petits états insulaires des Caraïbes et l'Amazonie et les rend plus vulnérables.

5°: La mise en place des accords de paix en Colombie.

Tous ces thèmes d'importance pour les peuples de l'Hémisphère.

D'un autre côté, nous rejetons les menaces brutales, les manipulations et les pressions exercées depuis les centres du pouvoir états-unien contre les Gouvernements de pays frères qui maintiennent une...

Nous annonçons que si ces agressions et ce harcèlement contre la République Bolivarienne du Venezuela persistent, nous prendrons des mesures sévères et définitives.

Comme le disait le grand Argentin Julio Cortázar à l'époque où les agressions contre la Révolution Cubaine redoublaient, "nous sommes à l'heure des chacals et des hyènes."

Les chacals viennent pour nos richesses, les hyènes pour ce qui reste du festin. Depuis l'âme bolivarienne du Venezuela, nous disons "Nous sommes à l'heure des vaillants et des dignes, ils ne pourront rien contre la force invincible de nos libérateurs, de nos héros et de nos martyres, c'est l'heure des peuples de notre Amérique Latine et des Caraïbes et de la construction de la Grande Patrie.

Je termine en paraphrasant notre grand Libérateur Simón Bolívar: « Faisons que l'amour lie par un lien universel les fils de l'hémisphère et que la haine, la vengeance et la guerre s'éloignent de nous. » Merci beaucoup.

<http://bolivarinfos.over-blog.com/2017/04/venezuela-intervention-de-la-chanceliere-de-la-republique-bolivarienne-du-venezuela-delcy-rodriguez-au-conseil-permanent-de-l-oea-2>

.